

## Les femmes en politique

Les gouvernements et les parlements se trouvent au centre de la vie publique et politique. Réussir à y instaurer l'égalité entre les sexes est une première étape cruciale pour faire en sorte que les politiques et les budgets publics tiennent compte des points de vue et des intérêts des femmes aussi bien que de ceux des hommes. En adoptant les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les pays se sont engagés à établir l'égalité entre les sexes parmi les dirigeants politiques. Or, le renforcement de la représentation des femmes en politique se révèle faible sur les 15 dernières années, les femmes restent sous-représentées dans les ministères et elles occupent à peine un tiers des sièges dans les chambres basses des parlements de la zone OCDE, en moyenne. Pour tendre davantage vers une pleine participation des femmes à la vie politique en qualité de dirigeantes, il faut que les pouvoirs publics réagissent de façon globale et coordonnée en dépassant les mesures qui ciblent les femmes en tant que groupe sous-représenté en politique.

En moyenne, 29 % des sièges de la chambre basse du parlement, ou du parlement lui-même dans le cas des institutions monocamérales, étaient occupés par des femmes en 2017, soit une faible augmentation d'un point de pourcentage par rapport à 2015. Le taux de représentation des femmes au parlement variait entre plus de 47 % en Islande et moins de 10 % au Japon. Aucun pays de l'OCDE n'a atteint la parité hommes-femmes au sein du parlement et seuls 17 d'entre eux comptaient au moins 30 % de parlementaires de sexe féminin. Sur les 18 pays de l'OCDE où des élections parlementaires ont été organisées depuis 2015, 13 ont vu la représentation des femmes augmenter (+4 points de pourcentage en moyenne, et jusqu'à +6 points en Estonie, en Irlande et en Islande). En Espagne et en Grèce, la représentation des femmes au parlement a connu un léger repli (-2 et -5 points de pourcentage, respectivement) depuis les dernières élections. Une majorité de pays de l'OCDE a instauré un quota de femmes dans la vie politique, dont la nature et l'ampleur diffèrent cependant, certains quotas de candidates étant fixés par la loi et d'autres quotas instaurés volontairement par les partis politiques, par exemple. En 2017, la chambre basse ou unique du parlement fonctionnait sur la base d'un quota légal de femmes dans 10 pays de l'OCDE.

En 2017, dans les pays de l'OCDE, 28 % en moyenne des postes de ministre du gouvernement central ou fédéral étaient occupés par des femmes, ce qui correspond à une diminution de 1.3 point de pourcentage par rapport à 2015. Les écarts entre les pays sont importants : alors que la France, la Suède, le Canada et la Slovaquie ont réparti leurs portefeuilles ministériels dans le respect de la parité hommes-femmes en 2017, les femmes étaient absentes du gouvernement hongrois et occupaient un seul des 26 postes de ministre du gouvernement turc. En moyenne, les femmes représentent un tiers des portefeuilles ministériels dans 14 pays de la zone OCDE. Entre 2015 et 2017, le pourcentage de femmes parmi les ministres a chuté de plus de 15 points en Estonie, en Finlande et en Italie, tandis que

le nombre de ministres de sexe féminin au niveau fédéral a fortement augmenté au Canada et au Danemark. À ce jour, aucun pays de l'OCDE n'a légiféré en faveur de l'application de quotas de femmes aux nominations de directeurs.

### Méthodologie et définitions

Les données concernant les parlementaires de sexe féminin se rapportent à la chambre basse du parlement, ou au parlement lui-même dans le cas des institutions monocamérales, et proviennent de la base de données PARLINE de l'Union interparlementaire (UIP). Elles correspondent à la proportion de parlementaires de sexe féminin enregistrée au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et au 1<sup>er</sup> décembre 2015. Les barres de couleur vert pâle représentent les pays où un quota légal de candidates était en vigueur en janvier 2017 pour la chambre basse ou unique du parlement. Les quotas légaux sont inscrits dans le droit électoral du pays, dans sa législation relative aux partis politiques ou dans d'autres textes de loi comparables. Par définition, les quotas fondés sur le droit électoral ou sur la législation relative aux partis politiques reposent sur des dispositions légales, ce qui oblige toutes les entités politiques à les appliquer de la même façon. Les données relatives aux quotas sont issues de la base de données mondiales sur les quotas de femmes de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA).

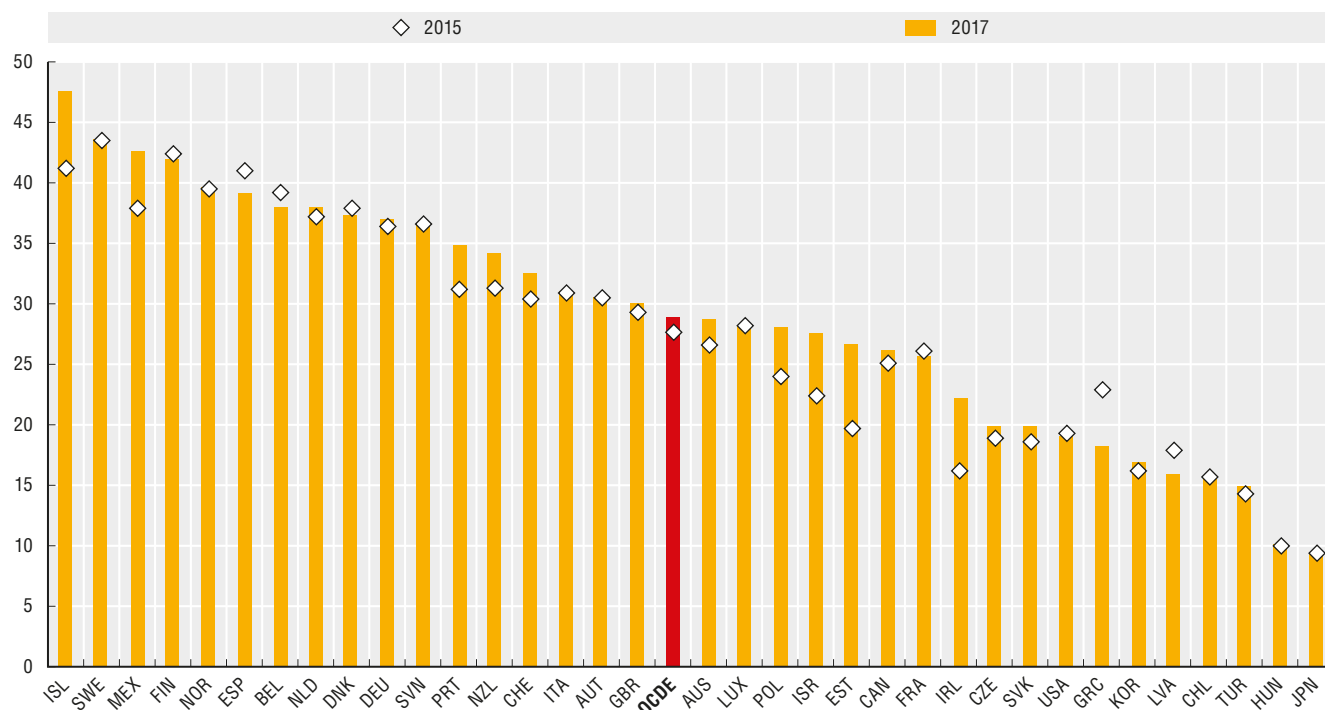
Les données sur les ministres de sexe féminin dans les gouvernements nationaux sont tirées de la base de données sur les femmes en politique tenue par l'UIP et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Elles correspondent au pourcentage de ministres de sexe féminin en poste au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Elles indiquent la part des femmes dans l'effectif total des ministres, y compris les vice-premiers ministres et les vice-ministres. Les premiers ministres ou chefs de gouvernement ont aussi été pris en compte lorsqu'ils détenaient un portefeuille ministériel. Les vice-présidents et les dirigeants d'une instance officielle ou d'un organisme public n'ont pas été comptabilisés dans le total.

### Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

## 3.12. Pourcentage de parlementaires de sexe féminin et pays dotés de quotas légaux de candidates (2015 et 2017)

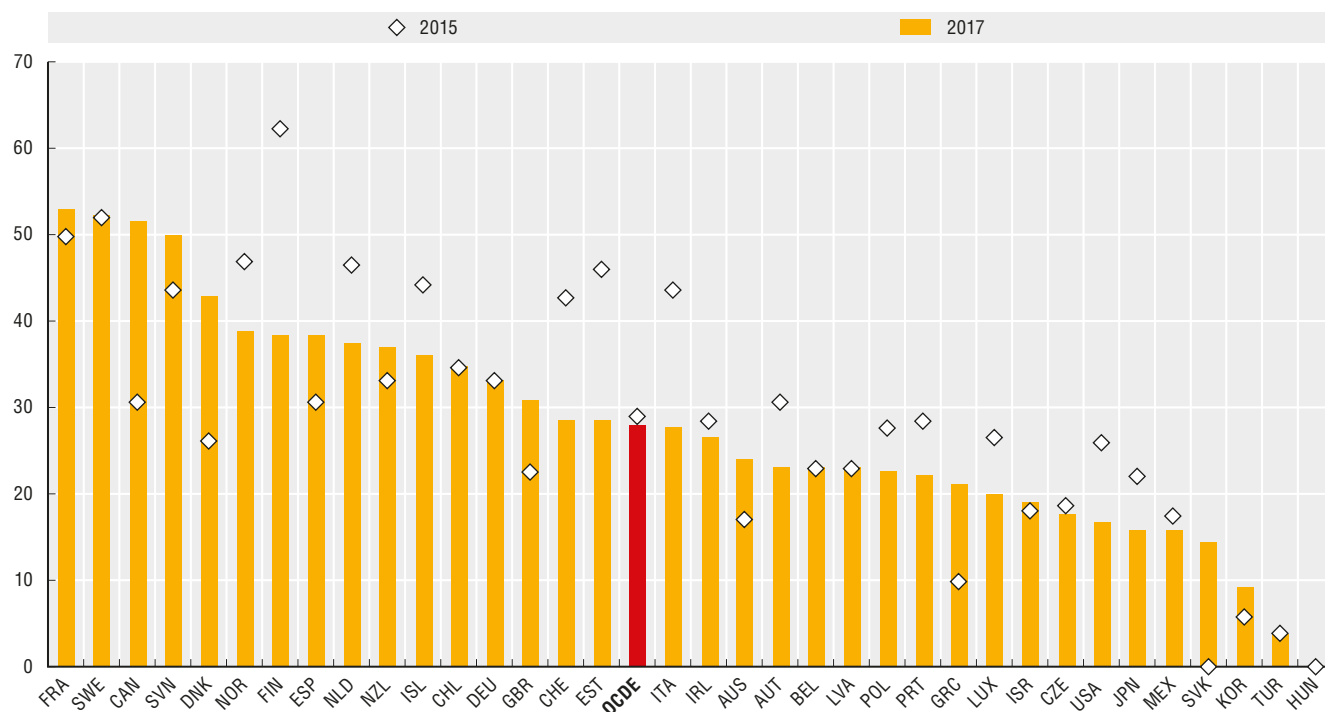
Chambre basse ou unique du parlement



Sources : Union interparlementaire (UIP), PARLINE (base de données) ; base de données mondiales sur les quotas de femmes de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538147>

## 3.13. Pourcentage de ministres de sexe féminin (2015 et 2017)



Source : Union interparlementaire (UIP) et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), base de données sur les femmes en politique (2015 et 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538166>



Extrait de :

## Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Les femmes en politique », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-28-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-28-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).